

Déclarations à la presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les actes de violence antisémite perpétrés récemment, à l'Élysée le 2 avril 2002.

LE PRESIDENT - J'ai reçu avec beaucoup de plaisir et d'intérêt le Président et la délégation de l'Union des étudiants juifs de France et nous avons naturellement évoqué les problèmes que nous voyons apparaître aujourd'hui ou se développer dans des conditions extrêmement préoccupantes. Naturellement, j'ai réitéré au Président KLUGMAN ma condamnation, sans réserve, des attentats dont des personnes, des biens, des symboles de la communauté juive ont été l'objet. C'est vrai comme le disait l'un des participants que lorsqu'une synagogue est brûlée, c'est la France qui est humiliée, que lorsqu'un juif est agressé, c'est la France qui est agressée. Nous avons dans notre République, République laïque, l'obligation de respect, de tolérance, de dialogue à l'égard de la liberté de pensée, de la liberté d'expression, de la liberté religieuse. Ce sont des vertus cardinales qui ne sauraient être remises en cause dans une République telle que nous la concevons.

Vous savez, notre souci aujourd'hui, c'est de préserver et de renforcer la cohésion nationale. La Nation, c'est notre héritage mais c'est aussi notre avenir. C'est le garant de nos libertés et dans la République, toutes les sensibilités peuvent et doivent pouvoir s'exprimer, être représentées et surtout être respectées, d'où la nécessité d'être aujourd'hui non seulement très vigilants mais surtout de prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes, des biens ou des symboles de la communauté juive aujourd'hui agressée dans des conditions inacceptables dans la République de rechercher, de trouver et de sanctionner très sévèrement les auteurs de ces actes et d'apporter à la communauté ce, à quoi elle a droit, c'est-à-dire la sérénité au sein de la République, d'une République qui est la sienne comme la nôtre.

PATRICK KLUGMAN - Nous sommes venus ici en tant que Français, d'origine juive, représentant des étudiants juifs de France et nous avons trouvé le premier des Français, le Président de la République, soucieux de notre sécurité et de ce qu'il advient de la communauté juive. Je dois dire que c'est un réconfort, j'imagine, pour l'ensemble de la communauté juive, et pour beaucoup de citoyens qui sont, comme nous, très, très inquiets de ce qui se passe pour notre part avec tous ceux avec qui nous travaillons dans la communauté juive et en dehors avec tous nos partenaires. Nous refusons ce conflit qu'on tente de nous imposer et je dois dire que plutôt que l'importation d'un modèle, nous proposons l'exportation d'un modèle, celui qui est ici, celui de la République.